

Convention collective

**EXPLOITATIONS HORTICOLES ET PÉPINIÈRES
(FINISTÈRE)**

(21 novembre 1985)

(Etendue par arrêté du 22 mai 1986,
Journal officiel du 30 mai 1986)

AVENANT N° 28 DU 13 SEPTEMBRE 2005 (1)

NOR : AGRS0597199M

Entre :

Le syndicat des horticulteurs et des pépiniéristes du Finistère ;

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles du Finistère,

D'une part, et

L'union départementale des syndicats FGA-CFDT du Finistère ;

L'union départementale des syndicats FO du Finistère ;

L'union départementale des syndicats SNECA-CGC du Finistère,

D'autre part,

les représentants patronaux agissant en vertu d'une délibération spéciale de leur syndicat, les représentants ouvriers en vertu des dispositions statutaires de leur organisation, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1^{er}

Le titre et le premier alinéa de l'article 14 de la convention collective sont modifiés comme suit :

Article 14

Période d'essai en CDI

Toute période d'essai est précisée par écrit. La durée de la période d'essai est fixée :

- à 1 mois pour un salarié de niveau 1 ou 2 ;
- à 2 mois pour un salarié de niveau 3 ou 4.

Sauf pour les salariés de niveau 1, une prolongation de 15 jours de la période d'essai initiale pourra être décidée par l'employeur. Elle devra faire l'objet d'un écrit modificateur.

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

Article 2

L'article 23 de la convention est modifié comme suit :

Article 23

Indemnités diverses

Au *a* de l'article 23, les mots : « dangereux ou insalubres ou » sont supprimés.

Le *b* de l'article 23 est supprimé.

Le *c* de l'article 23 devient *b* « Prime d'ancienneté », et son contenu reste inchangé.

Article 3

L'article 24 est modifié comme suit :

Au deuxième alinéa, les mots : « dans les mêmes conditions » sont supprimés et le montant de 1,80 F est remplacé par : 0,28 €.

Il est ajouté un 3^e alinéa ainsi rédigé : « La même indemnité est accordée aux salariés et apprentis qui font usage de leur voiture personnelle durant le travail à la demande de l'employeur. »

Article 4

L'article 28 est rédigé comme suit :

Article 28

Durée du travail, heures supplémentaires et astreintes

L'horaire du travail débute le matin sur le chantier pour se terminer en fin de journée au moment du départ du chantier à condition que ledit chantier ne soit pas éloigné de plus de 5 kilomètres du siège de l'établissement.

Pour les ouvriers transportés par l'employeur, l'horaire débute le matin au lieu de rassemblement fixé à l'ouvrier pour se terminer en fin de journée au lieu de prise en charge du matin.

Article 28.1

Durée du travail

La durée du travail est fixée, par la loi, à 35 heures hebdomadaires.

Les dispositions de l'accord national du 23 décembre 1981 complètent les dispositions légales et réglementaires pour les entreprises et les exploitations agricoles. Cet accord constitue l'annexe III de la présente convention :

- définition de la durée du travail effectif : voir l'article 6.1 de l'accord national du 23 décembre 1981 ;
- présences ne constituant pas du travail effectif : voir l'article 6.2 de l'accord national du 23 décembre 1981.

Habillage. – Déshabillage

Le temps consacré à l'habillage et au déshabillage est exclu du temps de travail effectif. Le temps consacré par le salarié pour revêtir des équipements de sécurité n'est pas concerné par cette disposition.

Il est accordé à chaque salarié une compensation de 0,68 € par jour effectivement travaillé lorsque le port d'une tenue complète de travail est exigé par l'employeur :

- heures de travail perdues récupérables : voir l'article 6.4 de l'accord national du 23 décembre 1981 ;
- heures supplémentaires : voir les articles 7.1, 7.2 et 7.3 de l'accord national du 23 décembre 1981 ;
- repos compensateur annuel en cas d'heures supplémentaires : voir l'article 7.4 de l'accord national du 23 décembre 1981 ;
- durée maximale quotidienne : voir l'article 8.2 de l'accord national du 23 décembre 1981 ;
- durée maximale hebdomadaire : voir l'article 8.3 de l'accord national du 23 décembre 1981 ;
- durée maximale annuelle : voir l'article 8.4 de l'accord national du 23 décembre 1981 ;
- maximum d'entreprise : voir l'article 8.5 de l'accord national du 23 décembre 1981.

Article 28.2

Contrat de travail à temps partiel

En cas d'interruption du travail de plus de 2 heures, le salarié à temps partiel peut prétendre au remboursement du deuxième trajet aller-retour du domicile principal au lieu de travail, dans la limite de 30 kilomètres, sur la base des taux d'indemnisation de la convention.

Article 28.3

Repos quotidien

Tout salarié bénéficie d'un repos quotidien d'une durée minimale de 11 heures consécutives.

En cas de dérogation, une récupération de 1 heure pour 1 heure dérogée est accordée. Le repos est à prendre dans les 2 semaines, associé au repos quotidien.

Article 28.4

Périodes d'astreintes

Une période d'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle le salarié, sans être à la disposition permanente et immédiate de l'employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'entreprise, la durée de cette intervention étant considérée comme un temps de travail effectif.

1. Organisation des astreintes

Des astreintes peuvent être mises en place dans les conditions suivantes :

a) Chaque salarié ne peut être d'astreinte que pendant 22 dimanches au plus par année y compris les dimanches travaillés, étant entendu que l'astreinte de dimanche débute le samedi après la journée de travail pour se terminer le lundi avant la reprise du travail.

En outre, chaque salarié ne peut pas être en période d'astreinte plus de 2 dimanches consécutifs, hormis pendant 2 périodes au plus dans l'année au cours desquelles 3 astreintes consécutives de dimanche peuvent être demandées.

b) Chaque salarié ne peut être d'astreinte que pendant 4 jours fériés au maximum dans une année.

c) En dehors du dimanche et des jours fériés, chaque salarié ne peut être d'astreinte de semaine que pendant 150 périodes de 12 heures au maximum durant une année.

2. Indemnisation des astreintes

Les périodes d'astreinte ouvrent droit au versement d'une indemnité forfaitaire basée sur le minimum garanti (MG) prévu à l'article L. 141-8 du code du travail, selon le barème suivant :

- 1 MG pour 12 heures d'astreinte les dimanches, jours fériés ou jour de semaine.

En outre, le salarié est indemnisé de ses frais de déplacement correspondant à la distance aller-retour du domicile principal au lieu de travail, au tarif prévu à l'article 24 de la convention.

Article 5

Les articles 29 à 31 sont supprimés.

Article 6

Le titre et le contenu de l'article 39 sont modifiés comme suit :

Article 39

Congés familiaux et absences pour rentrée scolaire

Il est inséré un nouvel alinéa en début d'article, rédigé comme suit : « Les congés familiaux sont accordés dans les conditions de l'accord de mensualisation. »

Il est inséré un 3^e alinéa à la fin de l'article, rédigé comme suit : « Pour chaque rentrée scolaire, pour tout salarié, 2 heures d'absence sont autorisées par enfant, de la maternelle à la 6^e incluse. Les heures sont fractionnables en 2 fois, sur le matin ou l'après-midi. En contrepartie ces deux heures sont récupérables dans les deux semaines qui suivent. »

Article 7

Le deuxième point de l'article 44 de la convention est modifié comme suit :

« 2. Cas de la démission

Le préavis est fixé ainsi qu'il suit :

- 6 jours ouvrables pour un salarié ayant moins de 6 mois d'ancienneté, quel que soit son niveau de classification ;
- 15 jours pour un salarié de niveau 1, d'une ancienneté supérieure à 6 mois ;
- 1 mois pour un salarié de niveau 2 et 3, d'une ancienneté supérieure à 6 mois ;
- 2 mois pour un salarié de niveau 4, d'une ancienneté supérieure à 6 mois.

Article 8

L'article 46 de la convention est supprimé.

Article 9

Les articles 47 à 55 de la convention collective sont numérotés 46 à 54.

Article 10

Les organisations patronales et ouvrières signataires du présent avenant conviennent de l'impossibilité de déroger par accord collectif d'entreprise aux dispositions qui sont adoptées dans le cadre de cet avenant.

Article 11

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera remis à chacune des organisations syndicales signataires.

Fait à Quimper, le 13 septembre 2005.

(Suivent les signatures.)